

Pérou : 3500 travailleurs avec demi salaire et licenciement à l'horizon

12-06-2009

La transnationale Doe Run appartient au groupe RENCO INC qui a généré en 2008 pas moins de de 960 millions de dollars de bénéfices. À la surprise générale, mardi 2 juin 2009, elle a arrêté toute ses activités, mettant au chômage technique 3500 travailleurs. Plus de 16 000 familles sont touchées.

Dimanche 7 juin 2009, La Oroya, Pérou (176 km au nord est de Lima et 3750m d'altitude)

La transnationale Doe Run appartient au groupe RENCO INC qui a généré en 2008 pas moins de de 960 millions de dollars de bénéfices. À la surprise générale, mardi 2 juin 2009, elle a arrêté toute ses activités, mettant au chômage technique 3500 travailleurs. Plus de 16 000 familles sont touchées.

(photo : "Basta de "Etat corrompu qui aide les entreprise")

Privatisées en 1997, les raffineries ont été rachetées par ce géant nord américain. Doe Run était engagé à diminuer les émissions de pollution dans ce secteur où 90% des enfants souffrent de problèmes respiratoires et de saturnisme. Elle a jusqu'en octobre pour y arriver, mais rien ou presque a été fait. Depuis plusieurs années, les bénéfices partent pour les actionnaires et la maison mère. Aujourd'hui, en période de crise, l'entreprise qui a jamais été capitalisée et fonctionne à crédit est au pied du mur. Depuis quelques mois, les machines tournaient à demi régime et maintenant elles sont à l'arrêt. Doe Run essaye de manipuler les ouvriers en expliquant qu'elle ne pourra pas être au norme en octobre et qu'ils devraient donc lutter avec elle pour obtenir un droit à polluer supplémentaire, sinon, ils perdront leur travail. 22 400 signatures ont été obtenues de la population pour demander au Congrès l'amplification du délai de mise en place du PAMA (Programme d'Adéquation et de Gestion de l'Environnement) ainsi qu'une possibilité de flexibilisation du temps de travail. Fort heureusement, tous n'ont pas été dupes. Le but de l'entreprise est de licencier une partie des travailleurs, de diminuer le salaire des autres et absolument pas de se mettre aux normes environnementales. Après différentes manifestations regroupant jusqu'à 5000 personnes (photo plus bas), le verdict est tombé. En décembre dernier, en toute discrétion, Doe Run a demandé sa mise en faillite sans l'obtenir. En effet, en cas de mise en faillite, l'entreprise tombe entre les mains du plus gros actionnaire, ici Renco Inc, le propriétaire actuel. Et aujourd'hui, ayant plus de fond pour acheter les matières premières nécessaires, elle propose aux travailleurs 90 jours de chômage technique, payé à 50% du salaire, qui démarreraient le 15 juin, le temps de savoir si elle sera nationalisée, vendue ou autre. Vendredi soir, une assemblée générale (photo ci dessus) appelée par tous les syndicats a réuni plus de 2500 personnes. Les informations arrivant au goutte à goutte, une explication de la situation a été faite. Il est ressorti qu'ils demandent l'application du PAMA, en ajoutant que c'est à Renco Inc - l'entreprise mère - de s'assurer financièrement de sa mise en place. Ce n'est pas à l'Etat, et donc la population, de payer pour la fuite des capitaux. De plus, les représentants élus par l'assemblée iront mardi 9 juin à Lima pour négocier. Les travailleurs demandent à être payés 80% de leur salaire pendant ces 90 jours puis à 100% si une solution n'est pas trouvée ici là.

Pourquoi ne pas demander tout de suite 100% ? Les lois péruviennes, écrites en partie sous la dictature Fujimori et l'ancienne présidence d'Alain Garcia - le président actuel !!! -, sont entièrement en faveur des entreprises. Actuellement, selon la jurisprudence, Doe Run ne peut pas licencier directement et doit donc faire une proposition aux travailleurs. Mais si aucun accord n'est trouvé, elle peut demander au congrès la cessation complète du travail sans rémunération aucune des travailleurs. Expliquait un avocat du travail lors de l'assemblée. Enfin, La Oroya est le site le plus pollué du Pérou et le cinquième au niveau mondial. Mais l'entreprise n'est pas reconnue coupable. Il est donc nécessaire d'intenter une action collective pour que les soins soient pris en charge par Renco Inc qui a jamais tenté de diminuer réellement les émissions de plomb, zinc et autres produits toxiques rejetés dans l'air et les rivières. Les travailleurs attendent de savoir si leurs demandes seront acceptées. La semaine à venir, ils vont faire un travail d'information auprès de la population pour pouvoir avoir une position de front unique face à l'entreprise. Il faut savoir que La Oroya est un secteur clé de l'économie péruvienne. Non pour son usine, mais car y transitent 25% des produits du pays. En cas de mobilisation, les possibilités de pressions sont donc possibles.

(photo : "Une entreprise qui fait des bénéfices n'a pas le droit de licencier ses travailleurs")

Il n'est pas sûr que le gouvernement appuie les travailleurs. En effet, depuis plusieurs années il vote des lois

pour s'adapter aux exigences néolibérales imposées par le États Unis. Et lorsque l'on voit la situation au nord du Pérou, dans la zone amazonienne, il y a de quoi avoir peur. L'État a donné des droits à exploiter des zones protégées – appartenant aux indigènes de la région, quechuas et awajuns – à différentes entreprises pétrolières, minières ou forestales,. La population s'est organisée pour lutter et depuis un mois bloque des routes pour pouvoir se faire entendre par le gouvernement et exiger le retrait des lois qui privatisent la forêt. Depuis une semaine, la situation est aggravée, l'État a fait appel à l'armée, et aujourd'hui on compte de nombreux mort, des arrestations au sein même des hôpitaux ainsi que des disparition. (infos : <http://avecritica.blogspot.com/>) Il semblerait que la crise mondiale du capitalisme ai fait son entrée au Pérou. Loin de remettre en cause le système actuel, le pays continue sa chute en avant, ouvrant encore plus ses marchés, imposant des mesures de régression sociale, permettant la fuite de ses capitaux et l'accroissement de l'exploitation des travailleurs. Une partie de la population essaye d'organiser la contre-offensive afin d'annuler toutes les lois et d'imposer des mesures sociales, qui répondent aux besoins des populations. Malheureusement la corruption et la période noire des années 1980-2000 a totalement discréditée la politique. On rencontre de nombreuses personnes prêtent à lutter et militer mais il n'y a pas actuellement de regroupement au niveau national. Texte et photos : Jérémie Wach-Chastel . <http://jwc.free.fr/hombres/?p=1659>